

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

Demotte y croit (encore)

Lui, il y croit. « Plus que jamais, il faut tenir la barre de la Fédération Wallonie-Bruxelles », lance-t-il.

Et c'est bien le moins que l'on puisse attendre de la part d'un ministre-président, un 27 septembre, jour de la fête de la Communauté française. Le contraire ressemblerait à une désertion.

Mais qui y croit encore, avec conviction, dans la plupart des partis, alors que Rudy Demotte défend l'action et le bilan de son gouvernement devant le parterre des invités ? Son engagement en faveur des personnes, des droits humains, de la culture, de l'enseignement...

Applaudissements mesurés. Demotte le sait bien, son plaidoyer communautaire tient aussi parce que la Fédération Wallonie-Bruxelles n'a pas cédé, cet été, sous les coups de boutoirs de Benoît Lutgen. La Région wallonne est passée sous gouvernement libéral-humaniste mais la Communauté est restée aux mains du PS et du cdH. À hue et

à dia, au prix de quelques belles empoignades, mais l'attelage a survécu. Au moins jusqu'aux prochaines élections de 2019.

Le ministre Demotte a beau plaider en faveur de la FWB,

comme le font les députés provinciaux qui craignent pour la pérennité de leur fonction, aujourd'hui, le vrai débat n'est plus de se demander si l'entité fédérée a bien fait son boulot, dans ses différentes sphères de compétences, mais d'examiner si, pour les francophones, il n'est pas souhaitable de gérer ses diverses attributions autrement. Avec plus de cohérence, en clarifiant le paysage institutionnel, en rationalisant l'action des gouvernements et des administrations, en faisant des économies. En d'autres termes, en élargissant les compétences des Régions...

Chez les Wallons et les Bruxellois, la conscience régionale progresse. Lentement, certes, mais elle progresse. Et nombreux sont ceux qui, à gauche comme à droite, pensent désormais que la Communauté française ne sera plus éternelle. Et qu'elle est, aujourd'hui déjà, un organe de pouvoir trop fantomatique pour relever ses

principaux défis, en commençant par la qualité de l'enseignement. Un enseignement qui prend l'eau de toute part et qui représente, tout de même, quelque 75 % de son budget de fonctionnement.